

Le gouvernement poursuit le démantèlement de la Fonction publique !

La ministre de la transformation et de la Fonction publiques a signé avec la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion un dispositif qui va permettre de rendre disponibles les offres d'emploi de la Fonction publique sur les sites de Pôle emploi et celui de l'APEC (Association Pour l'Emploi des Cadres). Ce dispositif permettra selon les deux ministres plus de visibilité, de diversification des profils et surtout de jeunes recrues.

Le SPASEEN-FO dénonce depuis plusieurs années les politiques de démantèlement de la Fonction publique qui s'accroissent avec une contractualisation généralisée. C'est tout cela qui est contenu dans la loi de transformation de la Fonction publique.

Ce qui est contenu dans ce dispositif, c'est bien la volonté du gouvernement d'en finir avec le statut de la Fonction publique et les concours. Ce qui est contenu dans ce dispositif, c'est une volonté de remplacer des fonctionnaires par des contractuels en CDD jetables, avec moins de droits.

Le gouvernement vient de franchir un nouveau cap dans la privatisation de la Fonction publique.

Après l'expérimentation du remplacement des enseignants du premier degré par une entreprise privée dans la Somme, après la création dans l'académie de Versailles d'un « chatbot », autrement dit « un agent virtuel » qui répondrait aux questions des personnels enseignants sur leur carrière, ce dispositif « inédit » va transformer le service public en entreprise.

Le ministère de l'Éducation nationale a d'ailleurs anticipé ce dispositif : dès la rentrée 2021, il recrutera plusieurs milliers d'étudiants contractuels pour enseigner, sans formation ni diplôme. Après les appels d'offres sur le Bon Coin et les petites annonces, c'est au tour de Pôle emploi.

Autre exemple : le rectorat de Paris bat le rappel des professeurs des écoles retraités en leur proposant un CDD jusqu'à la fin de l'année scolaire !

Le nouveau dispositif mis en place par la Fonction publique est un effet d'aubaine pour le gouvernement. Pour les personnels administratifs et ITRF, alors que les postes profilés se généralisent, que des centaines de postes vacants ne sont pas pourvus chaque année, cela confirme la volonté de mettre fin aux recrutements sous statut et par concours, devenus archaïques selon la rapporteuse de la loi de transformation de la Fonction publique.

Alors que le recours aux contractuels ne cesse de progresser dans notre administration et plus généralement dans la Fonction publique, et sous des formes de plus en plus précaires, que le mérite devient prédominant dans notre rémunération et nos carrières, ce nouveau dispositif va devenir le véritable couteau suisse du gouvernement qui va remettre en cause le statut général et les statuts particuliers. Ce que nous sommes en train de vivre, c'est ce qu'ont vécu les agents publics de La Poste et de Orange.

Ne plus recruter sous statut mais sous contrat.

De la même manière, le SPASEEN-FO rappelle que le changement de nom de l'ENA cache en réalité la transformation d'une haute Fonction publique statutaire en une Fonction publique d'emploi, c'est-à-dire une haute administration au service du politique et non plus au service de la nation et des citoyens.

C'est ce qui est contenu dans le projet de loi 4 D et sur l'expérimentation pour la double tutelle des adjoints-gestionnaires.

Toutes ces mesures viennent remettre en cause l'indépendance statutaire des fonctionnaires vis-à-vis des pouvoirs politiques.

Pour le SPASEEN-FO, ces nouveaux dispositifs sont dangereux et doivent être abandonnés.

C'est pourquoi nous continuons de revendiquer :

- ▶ L'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique
- ▶ Le recrutement massif de personnels sous statut
- ▶ La titularisation de tous les contractuels

